

pées; il n'a pas été possible à l'ambassade du Canada de se mettre en rapports avec le gouvernement depuis lundi midi. Pour la même raison, nous ne sommes en mesure de donner aucun renseignement au sujet de la sécurité des citoyens canadiens à Cuba et des conditions dans lesquelles ils se trouvent.

Le Gouvernement canadien suit avec beaucoup d'anxiété et une profonde inquiétude les événements qui se déroulent dans la république. La lutte entre les groupes rivaux a pris un aspect nouveau et plus menaçant après l'envoi par le président Khrouchtchev d'un message qui révélait, au-delà de tout doute, dans quelle mesure le communisme international est prêt à consolider l'emprise qu'il a sur Cuba, tête de pont d'où il pourrait pénétrer dans toute l'Amérique latine.

Il n'est que trop clair maintenant, que la situation à Cuba est beaucoup plus que le prolongement de la révolution interne, qui a éclaté à l'origine et qui était, dans une large mesure, l'expression des légitimes aspirations sociales et économiques de la population. Cuba, comme tant d'autres petits pays sans défense, est devenu le point de mire de la lutte idéologique qui s'étend peu à peu à toutes les parties du monde. Nous ne pouvons rester indifférents devant ce nouveau danger qui touche l'hémisphère dans lequel nous vivons.

Ce pays est victime du caractère international qu'a pris la révolution dans laquelle il s'est engagé. Au cours de ce processus, les intérêts de la population cubaine ont été subordonnés au jeu de forces extérieures auxquelles les Cubains ne peuvent rien. Les libertés civiles sont encore amoindries, au nom de la sécurité nationale, et les représailles arbitraires tiennent lieu de justice. Ce sont là des manifestations de dictature qui répugnent à tous les hommes libres.

Toute menace à la paix de notre hémisphère nous touche, au Canada. Nous n'avons ni les moyens, ni l'intention d'intervenir. Ce que nous espérons de tout cœur pour Cuba, ce sont des conditions stables, qui permettront à ce pays de se développer en paix et de vivre, libre de toutes pressions extérieures, en tant qu'associé capable de fournir un apport positif aux nations de l'hémisphère occidental.

... L'affaire est devant les Nations Unies. Sept pays de l'Amérique latine ont proposé une résolution en vue d'arriver le plus tôt possible au rétablissement de relations pacifiques en soumettant l'affaire, dans ses divers aspects, à l'Organisation des États américains.

*Le 20 avril, à une question au sujet de la ligne de conduite du Gouvernement sur le maintien des relations normales avec le Gouvernement Castro, à Cuba, M. Dieffenbaker a répondu:*

Même si nous ne partageons pas les théories des autres pays, nous avons toujours cherché, par le passé, à entretenir avec eux des relations normales.